

Direction des sports
Sous-direction de l'emploi et des formations

Bureau de la coordination des certifications et
du service public de formation

Personne chargée du dossier : Pascale RIOS CAMPO

tél. : 01 40 45 97 86

fax : 01 40 45 99 85

mél. : pascale.rios-campo@jeunesse-sports.gouv.fr

Le ministre des sports

à

Mesdames et Messieurs les Directeurs régionaux
de la jeunesse, des sports et de la cohésion
sociale

Mesdames et Messieurs les Directeurs de la
jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

(Pour attribution)

Mesdames et Messieurs les préfets de
département

- Directions départementales de la cohésion
sociale

- Directions départementales de la cohésion
sociale et de la protection des populations

Mesdames et Messieurs les directeurs des
établissements publics nationaux

(Pour information)

INSTRUCTION N°DS/DSC2/2011/493 du 26 décembre 2011 relative aux personnes ayant obtenu la partie spécifique d'un brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} ou du 2^{ème} degré (BEES) antérieurement à la date d'abrogation du diplôme correspondant **ET** ayant obtenu la partie commune du BEES du 1^{er} ou du 2^{ème} degré postérieurement à cette date.

Date d'application : Immédiatement

NOR : SPOV1135720J

Classement thématique : Professions du sport et de la jeunesse

<p>Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.</p>
--

Résumé : délivrance des diplômes
Mots-clés : Diplôme - formation - examen
Textes de référence : A 212-109 et suivants du code du sport
Textes abrogés : Néant
Textes modifiés : Néant
Annexes : Néant

La présente instruction a pour objet d'harmoniser les pratiques sur le territoire national pour répondre aux situations des personnes ayant obtenu la partie spécifique d'un brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} ou du 2^{ème} degré (BEES) antérieurement à la date d'abrogation du diplôme correspondant **ET** ayant obtenu la partie commune du BEES du 1^{er} ou du 2^{ème} degré postérieurement à cette date.

Tout d'abord, il convient de rappeler la règle générale fixée par l'article A 212-109 du code du sport, qui précise que le candidat doit justifier de l'attestation de réussite à la partie commune du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} ou du 2^{ème} degré pour s'inscrire à la partie spécifique quelle que soit la modalité d'obtention du diplôme (Examen spécifique, formation modulaire, formation en contrôle continu des connaissances, formation réservée aux sportifs de haut niveau, validation des acquis de l'expérience).

Les dispositions prises par la présente instruction concernent uniquement les diplômes obtenus par la voie de l'examen pour les candidats bénéficiant de mesures dérogatoires à la règle générale précitée, telles que prévues par le code du sport.

Le 5° de l'article R.212-75 prévoit que « un certificat de pré-qualification permet d'exercer les fonctions définies à l'article L.212-1. Ce certificat est délivré :

(...) 5° Après validation d'un stage de pré-qualification pour les candidats inscrits dans tout cycle de formation ayant fait l'objet d'une convention avec le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale.

La durée de validité de ce certificat est de trois ans. Cette durée peut, sur demande motivée, être prolongée d'un an, à deux reprises au maximum, par le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ».

L'article A 212-110 du code du sport, prévoit que : « par dérogation, peuvent s'inscrire à la partie spécifique, sous réserve de présenter l'attestation de prévention et secours civiques de niveau 1 ou un titre équivalent et de satisfaire aux conditions définies au premier alinéa de l'article A.212-122, les candidats cités au troisième paragraphe du 1° de l'article A.212-104 ».

- 1^{er} alinéa de l'article A 212-122 : « Pour se présenter à la partie spécifique du brevet d'Etat d'éducateur sportif à trois degrés, un niveau de pratique du candidat peut être exigé dans les conditions fixées par arrêté pris en application de l'article D212-72 ».
- et au troisième paragraphe du 1° de l'article A.212-104 : « Cette disposition vise notamment les étudiants inscrits dans les filières de formation en relation avec l'animation, l'organisation et la gestion des activités physiques et sportives, les titulaires d'un contrat de travail avec formation obligatoire (contrat d'apprentissage, contrat d'insertion en alternance) ainsi que les titulaires d'un contrat de travail relevant de la loi n°97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ».

En résumé sont concernés des candidats :

- qui, après avoir suivi un stage de pré-qualification, se sont vus délivrer un certificat de pré-qualification (valant livret de formation) ;
 - relevant de publics particuliers définis ci-dessus ;
 - disposant du PSC1 et disposant des pré-requis techniques exigés pour se présenter à l'examen spécifique du 1^{er} ou du 2^{ème} degré concerné ;
- donc des candidats ayant pu exercer contre rémunération en tant qu'éducateurs sportifs stagiaires et autorisés à présenter l'examen de la partie spécifique avant l'obtention de la partie commune.

Dans ces cas très particuliers et pour régler uniquement la situation de candidats inscrits à un examen de la partie commune, je vous invite, après constatation que la partie spécifique a été obtenue antérieurement à la date de d'abrogation du diplôme, à prendre un arrêté spécifique d'attribution de diplôme. Sur cet arrêté sera portée en regard du nom du candidat concerné, outre sa réussite à la partie commune, la mention « *Partie spécifique obtenue le [date du jury d'attribution de la partie spécifique]* ».

Le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale délivrera ensuite le diplôme selon les modalités habituelles.

Mais, lors de la saisie du diplôme dans l'application informatique « Diplômés JS » il vous appartiendra d'inscrire la précision suivante dans le cadre « observations » :

« Partie spécifique obtenue le *[date du jury ayant validé la partie spécifique]*, antérieurement à l'abrogation du diplôme, et partie commune obtenue le *[date du jury ayant validé la partie commune]* Cette annotation est de nature à écarter toute présomption d'usage d'un faux diplôme au moment de l'établissement de la carte professionnelle ou à l'occasion d'un contrôle administratif

Vous voudrez bien me faire connaître sous le présent timbre les éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la présente instruction.

Pour le ministre des sports et par délégation,
L'adjointe au directeur des sports
La Chef de service

signe

Annick WAGNER